

Départ du Vice-président burundais pour un sommet sur l'Amisom en Ouganda

PANA, 28 février 2018 Bujumbura, Burundi - Le premier Vice-président burundais, Gaston Sindimwo, a quitté Bujumbura mercredi (photo) à destination de Kampala pour prendre part à un sommet régional du 3 mars prochain, dans la capitale ougandaise, centré sur le désengagement des troupes de la Mission africaine de maintien de la paix en Somalie (Amisom) pour laisser la place à une nouvelle armée nationale somalienne en gestation, à l'horizon 2020, a-t-on appris de source officielle à Bujumbura.

Selon la porte-parole du Vice-président, Mme Eveline Maniragaba, le sommet doit encore se pencher sur le financement de l'Amisom, composée de contingents venus du Burundi, de l'Ouganda, de l'Ethiopie, du Kenya et Djibouti. Les chefs d'Etats-majors des pays contributeurs de troupes devaient se réunir dès ce mercredi, dans la capitale ougandaise, pour l'agenda du sommet. Les ministres de la Défense des pays contributeurs de troupes à l'Amisom, quant à eux, se réuniront jeudi, avant le sommet des chefs d'Etat, vendredi. Des dirigeants de l'Union africaine (Ua), des Nations unies, de l'Union européenne (Ue) et principale source financière de l'Amisom, ceux des organisations régionales et sous-régionales ainsi que les représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité se joindront également aux différentes rencontres de Kampala. La précédente rencontre au sommet sur l'Amisom remonte à septembre 2017, à New York, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, avec comme principal sujet l'évolution de la situation sécuritaire en Somalie. L'Amisom avait été créée par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, en 2007, pour un mandat initial de six mois qui a depuis été prolongé à maintes reprises. L'objectif était de ramener vite la paix dans ce pays de la Corne d'Afrique, englué dans une guerre civile interminable depuis trois décennies. Le mandat de l'Amisom a été maintes fois prolongé face aux menaces terroristes des Shebaab, de jeunes insurgés islamistes contre le pouvoir central à Mogadiscio. Les insurgés, qui ont fait alliance avec l'Etat islamique (EI, une organisation internationale djihadiste), exportent également la terreur, loin de leur pays. En juillet 2010, El Shebaab avait revendiqué des attaques simultanées à la bombe ayant fait 64 morts dans deux bars de Kampala, en Ouganda, au moment où une foule d'amateurs du football suivait la télévision, la finale de la Coupe du monde qui se déroulait en Afrique du sud. Au Kenya, le dernier attentat le plus meurtrier d'une longue série a été perpétré par les islamistes somaliens, en avril contre l'université de Garissa, à 150 km de la frontière avec la Somalie, faisant 147 tués, essentiellement des étudiants. Le Burundi maintient également en place un dispositif sécuritaire particulier pour parer aux menaces d'attentats terroristes de la part des insurgés islamistes, opposés à toute présence de troupes étrangères en Somalie. En dépit de l'insécurité persistante en Somalie et des menaces terroristes contre les pays contributeurs de troupes, un retrait progressif des troupes de l'Amisom devrait commencer en novembre prochain. Dans un premier temps, il est prévu le départ de 1.000 soldats de l'Amisom, puis le désengagement de tout les contingents de 22.000 hommes, d'ici la fin 2020, pour laisser la place à une nouvelle armée somalienne qui peine à prendre forme. Le Burundi dispose, lui seul, de quelque 5.400 militaires au sein de la plus grande Mission africaine de maintien de la paix sur le continent, rappelle-t-on. Les opérations de maintien de la paix en République centrafricaine, cette fois sous la bannière des Nations unies, bénéficient également d'une présence significative d'un bataillon de militaires burundais, fort d'un millier d'hommes.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});